

Demande déposée le 25/01/2021 Complétée le 25/01/2021

N° DP00606921E0026

Par :	VILLE DE GRASSE
Demeurant à :	Place du Petit Puy 06130 GRASSE
Représenté par :	M. Jérôme VIAUD, maire de Grasse
Pour :	Division foncière
Sur un terrain sis à :	Rue du Jeu de Boules DP 81

**Nb de terrains nus issus de la
division : 1**

**Surface du terrain issu de la
division : 986 m²**

Destination : Agricole

**Date d'affichage en mairie du
récépissé de dépôt : 25/01/2021**

MONSIEUR LE MAIRE DE GRASSE

Vu la demande de déclaration préalable susvisée.
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment son article R. 421-23.

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles de Mouvements de Terrain, de la commune de Grasse, approuvé le 1er juin 2004 par arrêté préfectoral.

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Grasse approuvé le 6 novembre 2018 et modifié le 25 juin 2019.

Vu l'arrêté municipal du 21 mai 2014 donnant délégation de fonction et de signature à Monsieur MOREL, adjoint municipal en charge de l'urbanisme.

Considérant que le terrain, objet de la division, est en zone Ap au Plan Local d'Urbanisme.
Considérant que le terrain A d'une superficie de 258 m² supporte une ruine et que le terrain B, d'une superficie de 986 m², supporte depuis de nombreuses années, un parking public.
Considérant que la division foncière ne peut être considérée comme une opération d'aménagement d'ensemble, telle que précisée à l'article DG 25 et DG 26 du Plan Local d'Urbanisme.

Attendu que le projet présenté respecte les dispositions du Plan Local d'Urbanisme susvisé.

DECIDE

Article Unique : de ne pas s'opposer à division de terrain

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment : *obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...*) qu'il appartient au bénéficiaire de l'autorisation de respecter.
- **VALIDITE** : La validité des permis d'aménager, de construire et des décisions de non opposition est portée à 3 ans conformément aux dispositions des articles R. 424-17, R. 424-18 et R.424-20 du Code de l'urbanisme, dans leur rédaction issue du décret 2016-6 du 5 janvier 2016. Toutefois, cette autorisation est périmée si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée deux fois, d'une année, conformément à l'article R.424-21 du code de l'urbanisme. La demande doit être faite deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité auprès de l'autorité compétente. La durée de validité peut également être suspendue en cas de recours [article R424-19 et A.424-8 du code de l'urbanisme].
- **AFFICHAGE** : L'affichage de l'exemplaire de la déclaration de travaux mentionnant l'existence de prescriptions sera maintenu jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois calculé à partir de la date à laquelle les travaux peuvent être exécutés.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'un permis qui désire contester la décision peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la transmission de la décision attaquée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les permis délivrés au nom de l'Etat.
Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite*)

Grasse, le

25 FEV. 2021



Par délégation du Maire,

Monsieur Christophe MOREL

L'Adjoint délégué à la planification et à l'aménagement durable du territoire, à la prospective urbaine, à l'urbanisme, à l'application du droit des sols, au foncier, à la mobilité et aux déplacements en lien avec la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment : *obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...*) qu'il appartient au bénéficiaire de l'autorisation de respecter.
- **VALIDITE** : La validité des permis d'aménager, de construire et des décisions de non opposition est portée à 3 ans conformément aux dispositions des articles R. 424-17, R. 424-18 et R.424-20 du Code de l'urbanisme, dans leur rédaction issue du décret 2016-6 du 5 janvier 2016. Toutefois, cette autorisation est périmée si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée deux fois, d'une année, conformément à l'article R.424-21 du code de l'urbanisme. La demande doit être faite deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité auprès de l'autorité compétente. La durée de validité peut également être suspendue en cas de recours [article R424-19 et A.424-8 du code de l'urbanisme].
- **AFFICHAGE** : L'affichage de l'exemplaire de la déclaration de travaux mentionnant l'existence de prescriptions sera maintenu jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois calculé à partir de la date à laquelle les travaux peuvent être exécutés.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'un permis qui désire contester la décision peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la transmission de la décision attaquée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les permis délivrés au nom de l'Etat.
Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite*)